Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Escalade du risque de confrontation entre les États-Unis et la Russie en Syrie

Par Bill Van Auken
Mondialisation.ca, 22 juin 2017
wsws.org 20 juin 2017

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

Évoquant le spectre d'un conflit syrien qui évoluerait en une confrontation entre les deux puissances nucléaires majeures du monde, le ministère russe de la défense a émis lundi un avertissement selon lequel il traiterait comme une cible hostile tout avion américain ou allié opérant dans l'ouest de la Syrie, où sont installées les propres forces de Moscou, ainsi que celles du gouvernement.

L'avertissement russe était une réponse à l'abattage d'un avion de la force aérienne syrienne dimanche par un avion de chasse de la Marine américaine au-dessus du nord de la Syrie, où les forces de l'armée américaines soutenues par des milices kurdes avancent vers la ville de Raqqa tenue par l'ÉI.

L'incident de dimanche marque la première fois qu'un avion de guerre américain abat un avion syrien sur son propre territoire et représente une escalade majeure dans la guerre de six ans pour le changement de régime, orchestrée par les États-Unis. Le pilote syrien, qu'on a vu descendre en parachute dans une zone contrôlée par l'État islamique (ÉI), manque toujours.

« Dans les régions où la Force aérienne russe effectue des opérations au-dessus de la Syrie, tous les objets volants – y compris les avions et les drones de la coalition internationale – découverts à l'ouest du fleuve Euphrate seront traités comme des cibles aériennes et traqués par les systèmes de défense terrestres ou aériens », a averti le ministère russe de la défense.

Le vice-ministre des Affaires étrangères de Russie, Sergei Ryabkov, a qualifié l'attaque des États-Unis contre l'avion syrien d'« acte d'agression et une violation directe du droit international ».

Moscou a également indiqué qu'il avait coupé un téléphone rouge de « déconflixion » avec le Pentagone, utilisé pour prévenir les affrontements involontaires entre les avions de chasse américains et russes au-dessus de la Syrie.

Washington a émis une série de réponses contradictoires aux avertissements de la Russie. Le président des Chefs d'état-major de l'armée américaine, Joseph Dunford, a déclaré aux médias que le Pentagone œuvrerait « diplomatiquement et militairement dans les prochaines heures pour rétablir la déconflixion ». Quand on lui a demandé s'il était préoccupé pour la sécurité des pilotes américains volant au-dessus de la Syrie après l'avertissement russe, le général a répondu qu'il était confiant que « nos forces ont la

capacité de se défendre ».

Lors d'une bizarre conférence de presse à la Maison Blanche lundi où les journalistes ont été empêchés de filmer ou d'enregistrer les réponses à leurs questions, le secrétaire de la Maison Blanche à la presse, Sean Spicer, a déclaré que Washington « fera tout [son] possible pour protéger [ses] intérêts » en Syrie, ajoutant : « Nous conserverons toujours le droit de légitime. »

Seule la logique perverse de la poussée impérialiste des États-Unis pour l'hégémonie au Moyen-Orient et dans le monde entier peut expliquer l'invocation de la « légitime défense » pour les actions prises par les forces militaires américaines en abattant un avion volant au-dessus de son propre territoire qui attaquent des forces fidèles au gouvernement actuel.

L'abattage de l'avion syrien fait suite à une série d'actes d'agression américains contre les forces gouvernementales syriennes. En septembre dernier, les raids aériens menés par les États-Unis ont tué ou blessé jusqu'à 200 soldats syriens dans la province orientale de Deir el-Zour. Alors que le Pentagone a ensuite affirmé que l'attaque était une « erreur regrettable », il fournissait un soutien aérien aux combattants de l'ÉI pour envahir un poste du gouvernement syrien.

Puis, en avril, les États-Unis ont fait pleuvoir 50 missiles de croisière sur la base aérienne al-Shayrat de la Syrie, apparemment en réponse à une prétendue attaque au gaz qui avait toutes les marques d'une provocation de la CIA.

Au cours du mois dernier, le Pentagone a mené trois attaques aériennes distinctes sur des forces pro-gouvernementales qui se seraient approchées d'une base désertique près du passage frontalier syrien d'al-Tanf au sud-est avec l'Irak, où 150 soldats des forces spéciales américaines entraînent les soi-disant « rebelles » pour poursuivre la guerre pour un changement de régime contre le gouvernement à Damas.

À chaque nouvelle attaque, il devient de plus en plus clair que la prétendue campagne anti-ÉI menée par les forces dirigées par les États-Unis est une couverture pour une intervention militaire américaine visant à garantir les objectifs de la guerre qui dure depuis six ans pour obtenir le changement de régime en Syrie, le renversement du gouvernement Assad et l'imposition d'un régime fantoche américain. À cette fin, le Pentagone est déterminé à ce que le territoire arraché à l'ÉI reste sous son contrôle plutôt que sous celui du gouvernement syrien. Les affrontements qui ont mené à la destruction de l'avion syrien sont liés à cette ruée sur les territoires.

La campagne en Syrie fait partie d'une poussée des États-Unis vers la guerre avec l'Iran qui a été expliquée par le président américain Donald Trump lors de son voyage le mois dernier dans les deux principaux ennemis régionaux de Téhéran, l'Arabie Saoudite et Israël. Le tournant de l'administration Trump vers une attitude ouvertement agressive envers Téhéran a permis de déstabiliser davantage toute la région, où la monarchie saoudienne, soutenue par l'Égypte et les Émirats arabes unis, impose un blocus total qui équivaut à une guerre contre le Qatar. Ce dernier pays, abrite le siège du Commandement central avancé des États-Unis, alors qu'il dépend en même temps des recettes provenant d'un énorme champ gazier qu'il partage avec l'Iran.

La menace d'une guerre plus large a été soulignée par une attaque iranienne de missiles dirigée contre des cibles de l'ÉI dans la ville syrienne orientale de Deir el-Zour. Les missiles

ont été lancés depuis l'ouest de l'Iran, à environ 595 kilomètres de là, sur le territoire de l'Irak, dont le gouvernement a autorisé l'attaque.

Alors que Téhéran a justifié les frappes des missiles comme des représailles aux attentats terroristes au début de ce mois, revendiqués par l'ÉI, où 18 Iraniens ont été tués et plus de 50 blessés, les autorités iraniennes ont clairement indiqué qu'elles avaient pour but d'envoyer un avertissement plus large.

« Les Saoudiens et les Américains sont en particulier les destinataires de ce message », a déclaré le général Ramazan Sharif, du Corps de la Garde révolutionnaire iranienne. « C'est évident et clair, certains pays réactionnaires de la région, en particulier l'Arabie saoudite, avaient annoncé qu'ils essayaient d'introduire de l'insécurité en Iran ». Téhéran a déclaré que les Saoudiens étaient derrière les attentats terroristes. La Maison-Blanche de Trump, quant à elle, a publié une déclaration accusant essentiellement le gouvernement iranien d'avoir attiré la terreur contre lui-même.

La menace que l'intervention des États-Unis en Syrie puisse éclater en une guerre régionale et même mondiale est exacerbée par le fait que l'administration de Trump cède aux huiles de l'armée américaine pratiquement toutes les décisions concernant les multiples guerres de Washington, de l'Irak et la Syrie à l'Afghanistan et au-delà. Le nombre de soldats impliqués, les règles d'engagement et d'autres politiques essentielles sont fixés par une cabale de généraux en service actif et récemment retraités, y compris le secrétaire de la Défense James *Mad Dog* (chien enragé) Mattis et le conseiller de Trump à la sécurité nationale, le général H.R. McMaster, ainsi que les commandants sur le terrain.

Des sections de l'armée ont amèrement ressenti le fait que l'administration Obama se soit retirée d'une guerre planifiée contre la Syrie en 2013, alors que face à une hostilité populaire accablante à une autre guerre au Moyen-Orient et à des divisions profondes dans l'*establishment* de la politique étrangère, Washington s'est limité a un accord négocié par la Russie pour détruire les armes chimiques de la Syrie. Depuis lors, le soutien de la Russie et de l'Iran a permis au gouvernement syrien de repousser les milices islamistes soutenues par la CIA et de reprendre la quasi-totalité des principaux centres de population du pays.

Inverser ces avancées est essentiel pour que les États-Unis affirment sa position dominante sur le Moyen-Orient riche en pétrole. Il ne fait aucun doute qu'il y a des huiles de l'armée des États-Unis qui souhaiteraient une confrontation avec l'Iran et même la Russie pour atteindre cet objectif, quelle que soit la menace d'une guerre plus large et potentiellement catastrophique dans le monde.

Fait significatif, lorsque les journalistes ont demandé au général Dunford lundi qui avait donné l'autorisation à l'armée américaine de mener des actions armées contre le gouvernement de la Syrie, le président des Chefs d'état-major de l'armée américaine a cité la Loi sur l'autorisation de l'utilisation de la force militaire adoptée par le Congrès à la suite des attaques du onze septembre 2001, il y a près de 16 ans.

Il n'y a pas eu de débat, et encore moins de vote, au sein du Congrès des États-Unis autorisant une guerre contre la Syrie. Les démocrates n'ont pas soulevé d'opposition à Trump en donnant toute latitude aux généraux et ont poussé politiquement la campagne de propagande anti-Russie hystérique qui ouvre la voie à la confrontation militaire.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWS, le 20 juin 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Bill Van Auken, wsws.org, 2017

Articles Par : Bill Van Auken

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca